

MIGRAR: EXPERIÊNCIAS, MEMÓRIAS E IDENTIDADES

Migrar: mover-se de uma região e outra, ser em busca do outro, da prosperidade, de alternativas ou, na falta de todos eles, partir. O migrante é necessariamente alguém partindo, uma vida permeada em sua origem, outra se lança num novo destino, incompleta. Nesse movimento, homem e destino se constroem continuamente, reelaborando práticas, afetos e identidades.

O Estado de São Paulo é um destino de migrações. Cresceu desde o período pré-colonial, com o entrelaçamento de culturas diversas. Essa diversidade – historicamente a maior riqueza paulista – é o que nos faz iguais em nossas diferenças.

Numa panorâmica de histórias e memórias, a nova exposição do Museu da Imigração propõe uma imersão em percursos afilados de migrantes nacionais e internacionais, de ontem e de hoje. Com objetos-testemunhos, imagens e depoimentos, a exposição compõe um vértice único e plural das migrações em São Paulo, pronto para ser iluminado pelas nossas experiências pessoais.

Assim, o Museu da Imigração cumpre sua função essencial: ao encantar distâncias culturais, provoca a descoberta do outro em nós mesmos e estimula o respeito à diferença por meio do convívio.

MIGRAR: EXPERIÊNCIAS, MEMÓRIAS E IDENTIDADES

Migrar: mover-se de uma região e outra, ser em busca do outro, da prosperidade, de alternativas ou, na falta de todos eles, partir. O migrante é necessariamente alguém partindo, uma vida permeada em sua origem, outra se lança num novo destino, incompleta. Nesse movimento, homem e destino se constroem continuamente, reelaborando práticas, afetos e identidades.

O Estado de São Paulo é um destino de migrações. Cresceu desde o período pré-colonial, com o entrelaçamento de culturas diversas, e essa diversidade – historicamente a maior riqueza paulista – é o que nos faz iguais em nossas diferenças.

Em uma ampla panorâmica de histórias e memórias, a nova exposição do Museu da Imigração propõe uma imersão em percursos afilados de migrantes nacionais e internacionais de ontem e de hoje. Com objetos-testemunhos, imagens e depoimentos, a exposição compõe um vértice único e plural das migrações em São Paulo, pronto para ser iluminado pelas nossas experiências pessoais.

Assim, o Museu da Imigração cumpre sua função essencial: ao encantar distâncias culturais, provoca a descoberta do outro em nós mesmos e estimula o respeito à diferença por meio do convívio.

MIGRATION: EXPERIENCES, MEMORIES AND IDENTITIES

Migrar: mover-se de uma região e outra, ser em busca do outro, da prosperidade, de alternativas ou, na falta de todos eles, partir. O migrante é necessariamente alguém partindo, uma vida permeada em sua origem, outra se lança num novo destino, incompleta. Nesse movimento, homem e destino se constroem continuamente, reelaborando práticas, afetos e identidades.

The State of São Paulo is a destination for migration. It grew since the pre-colonial period, with the interweaving of diverse cultures, and this diversity – historically São Paulo's greatest wealth – is what makes us equal in our differences.

Presented through the lens of history and memory, the Immigration Museum's new exhibit offers an immersion in the essential paths of the migrant and the immigrant: of yesterday and today. This exhibit of historical objects, images, and testimonies offers a unique and plural view of the migrations in São Paulo, one just waiting to be illuminated by the light of our own experiences.

In this light, the Immigration Museum fulfills its essential function: to charm the gaps between cultures, it provokes the discovery of the other in ourselves, and stimulates the respect for difference through coexistence.

museu da imigração do estado de são paulo

Accueil et intégration des personnes déplacées dans la ville

Governing Large Metropolis
Caroline Corne
Ismaeel Yaqoob
Serena Epesse Soppo
Meja Rianala Ramananjolaina
Mariem Ben M'rad



SciencesPo
ÉCOLE URBAINE

LE PARTENAIRE

L'AIMF constitue un réseau dynamique regroupant 325 capitales et métropoles réparties dans le monde francophone (Afrique, Amérique, Asie, Europe), où les maires se réunissent pour échanger et approfondir leur réflexion sur les défis de gouvernance locale.

MÉTHODOLOGIE

Notre étude s'insère dans un dialogue déjà initié entre l'AIMF et ses villes membres. Après avoir étudié un large corpus explorant les problématiques des déplacements et des migrations dans la ville, incluant des rapports gouvernementaux, des études académiques et des articles de presse, nous avons recueilli les réponses des municipalités sur leurs initiatives, les obstacles rencontrés et leurs besoins. Cela nous a permis d'orienter nos recherches pour fournir des recommandations concrètes et pertinentes. En effet, notre objectif a été d'apporter des outils de compréhension aux municipalités concernées.

En plus des municipalités, nos interlocuteurs principaux, nous avons également pris en compte les expériences, attentes et témoignages des associations et des organisations publiques. Nous avons ainsi élaboré une cartographie des leviers d'intégration urbaine pour les personnes déplacées.

À travers une série d'approches thématiques, nous mettons à disposition des élus locaux divers exemples de bonnes pratiques. Enfin, la diversité des études de cas nous a permis de constituer un répertoire d'actions et d'initiatives adaptées à chaque contexte local.

LES TERRAINS ÉTUDIÉS

Grâce à la mise en contact établie par notre référente AIMF Julie Guillaume, nous avons pu discuter soit par Zoom, soit par échange de mails avec plusieurs villes partenaires du réseau qui nous ont grandement aidé dans l'avancement de notre projet. Ce rapport est donc d'abord à destination de ces villes partenaires qui sont à la recherche d'exemples et d'expériences qui ont fonctionné ailleurs, notamment dans des villes hors du réseau, comme le témoignent leurs retours au questionnaire du mois de juin.

Ainsi, nous avons décidé de partir en terrain d'études à São Paulo (Brésil) et à Istanbul (Turquie) pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, nous souhaitons présenter des actions nouvelles et concrètes qui ont été mises en place dans ces deux municipalités et qui n'ont jamais été présentées dans des rapports précédents au sein de l'AIMF. Ensuite, ces initiatives sur ces terrains sont tournées vers les habitants et vers la participation politique et sociale des personnes migrantes aux activités urbaines. Sao Paulo est la plus grande ville d'immigration au Brésil pour les migrations internes comme internationales, la population réfugiée avoisinant les 390 000 individus. La municipalité a développé plusieurs initiatives dont un Conseil Municipal des Migrants mis en place par la municipalité depuis 2018 favorisant la participation politique. Nous avons également analysé le travail des réfugiés au sein des deux centres de référence et d'assistance aux migrants de la ville (CRAI). Notre étude de terrain a donc été autant basée sur des entretiens semi-directifs avec des agents de la municipalité et des acteurs d'ONG locales que sur des visites et des observations des activités mises en place par la mairie.

De même à Istanbul, nous avons analysé l'inclusion des personnes itinérantes par l'éducation, la santé et le sport (notamment pour les enfants). La Turquie fait face à un flux migratoire similaire à celui des villes des pays européens (dont beaucoup font partie du réseau de l'AIMF), mais à une échelle bien plus grande. La Turquie accueille actuellement le plus grand nombre de réfugiés de tous les pays du monde, un phénomène particulièrement exacerbé par la crise des réfugiés syriens. Alors que l'Union européenne adopte de plus en plus une stratégie d'externalisation des frontières, il est important de prendre en compte les politiques municipales réussies qui ont contribué à construire des pratiques migratoires positives dans des circonstances très difficiles.

LES ENJEUX

Au sein du réseau de l'AIMF, les mouvements de populations, qu'ils soient internes ou externes, sont des réalités majeures pour les villes membres. L'accueil et l'intégration de ces populations représentent des enjeux cruciaux pour les maires, nécessitant des réponses concrètes et des processus d'intégration précis. C'est dans ce contexte que le projet intitulé "Accueil et Intégration des personnes déplacées dans la ville" s'inscrit, visant à promouvoir l'inclusivité et le droit à la ville au niveau local.

Notre approche couvre diverses échelles de déplacement, allant de la mobilité quotidienne intra-métropolitaine des sans-abri aux migrations internationales forcées. Selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), la

migration se définit comme “tout mouvement de personnes quittant leur lieu de résidence habituelle, soit à l’intérieur d’un même pays, soit par-delà une frontière internationale.” Les migrations sont motivées par diverses raisons : économiques, familiales, sociales, politiques ou environnementales. Les migrants cherchent souvent de meilleures opportunités d’emploi, souhaitent rejoindre leur famille, fuient des conflits ou des persécutions, ou sont contraints de quitter leur lieu de résidence en raison de catastrophes naturelles ou de changements climatiques.

Cette diversité des motifs de migration souligne l’importance de prendre en compte les différents besoins et défis auxquels sont confrontés les migrants dans les politiques et initiatives de soutien, une fois arrivés dans leur ville d’accueil. Ainsi, notre étude examine à la fois les migrations internationales et internes, afin de capturer au mieux l’intégration de toutes ces formes de mobilité au sein des villes.

L’intensification des migrations internationales ces 30 dernières années a provoqué de nombreux changements dans les pratiques d’accueil et de gestion des flux migratoires. Au niveau étatique, les politiques cherchant à limiter l’immigration se multiplient (notamment depuis 2015 pour l’Europe et l’Amérique du Nord), les états considérant les migrants comme des ‘charges’ et non pas des ‘ressources’. Les procédures s’allongent, les dispositifs d’accueil à l’échelle nationale sont surexploités et les contraintes se multiplient. Cependant, à l’échelle locale, on assiste à l’accroissement d’un mouvement d’accueil avec le développement d’initiatives associatives et municipales et de réseaux de villes dédiés à l’accueil et à l’hospitalité.

Une nouvelle géographie de l’accueil se dessine dans les pays d’immigration. Face aux flux migratoires et aux faiblesses des politiques nationales, les municipalités sont amenées à exercer un nouveau rôle et à compenser les manquements de l’État dans un domaine où elles n’ont pas de prérogatives. Les municipalités se placent dans cet espace « interstitiel » où elles doivent gérer les dispositifs de contrôle imposés par l’État tout en soutenant les structures d’accueil locales et les initiatives associatives et civiles. Malgré leur manque de compétences légales dans le domaine migratoire, les villes deviennent progressivement des acteurs centraux dans l’accueil de la migration et s’organisent en réseaux nationaux et internationaux pour échanger sur leurs bonnes pratiques. La nature du problème réside donc dans cette dualité de responsabilités et la nécessité de naviguer entre les contraintes nationales et les initiatives locales. Les études de cas approfondies réalisées sur la durée du projet, ainsi que nos études de terrain, nous ont permis d’acquérir une compréhension approfondie des dynamiques

locales, d'identifier les obstacles spécifiques rencontrés par les municipalités et d'élaborer des recommandations concrètes. Le projet "Accueil et Intégration des personnes déplacées dans la ville" est lié aux priorités de l'École urbaine en ce sens qu'il vise à renforcer les capacités des villes à répondre aux défis contemporains de l'urbanisation inclusive et durable.

NOS PRINCIPAUX RÉSULTATS

Redéfinition du rôle des municipalités

Dans le contexte actuel, la municipalité a progressivement perdu du pouvoir par rapport à l'État ou aux gouvernements régionaux. Cette évolution a poussé les municipalités à redéfinir leur rôle en tant que « facilitateur des politiques publiques ». Elles se concentrent désormais sur le soutien des programmes étatiques et des projets associatifs, jouant un rôle clé dans la mise en œuvre locale des initiatives nationales et régionales.

Développement des réseaux transversaux

Une des stratégies adoptées par les municipalités est le développement des réseaux transversaux d'échanges de bonnes pratiques entre les villes. En établissant des partenariats directs avec d'autres municipalités, elles contournent un échelon de gouvernance et favorisent une coopération plus directe et efficace. Cela permet d'adopter des solutions innovantes et adaptées aux contextes locaux, en s'inspirant des succès d'autres villes.

Limites et défis financiers

Le financement reste un défi majeur, car les municipalités dépendent souvent des allocations de l'État, qui peuvent être insuffisantes pour couvrir tous les besoins. De nombreuses municipalités se trouvent ainsi contraintes par le manque de ressources financières, ce qui limite leur capacité à agir de manière autonome et proactive.

Publics ciblés par les politiques publiques

Il existe des limites concernant les publics ciblés par les politiques publiques. Par exemple, les personnes itinérantes forment un groupe hétérogène et souvent, les demandeurs d'asile ne sont pas pleinement pris en compte dans les politiques publiques, notamment en France. Cela crée des lacunes dans la prise en charge et l'intégration de ces populations vulnérables. Il est donc nécessaire de définir des politiques publiques adaptées au type de population à intégrer, car les initiatives n'auront pas le même impact sur les sans-abris et

sur les populations migrantes. Ce qui renvoie également à un débat plus large sur le terme de “migrant” et les caractéristiques qui le définissent.

Guide de bonnes pratiques

Afin de regrouper toutes les bonnes pratiques que nous avons pu explorer à travers nos entretiens et nos visites de terrain, nous avons décidé d'établir un guide de bonnes pratiques. À travers notre répertoire de bonnes pratiques, nous présentons des instruments et des politiques qui permettent divers niveaux d'intégration, en fonction des ressources mobilisées. Une analyse précise du contexte local met en lumière les facteurs clés de leur réussite.

● Initiatives pour garantir l'accès aux droits

Au niveau national ou international, des lois et des pactes garantissent certains droits aux immigrants comme aux citoyens. Cependant, la réalité matérielle et les situations de vulnérabilité liées aux migrations empêchent trop souvent l'accès à ces droits. Les municipalités, en tant qu'échelon “de terrain” peuvent assurer le lien entre les droits nationaux et les personnes déplacées.

Pratiques existantes:

- Garantir dans la loi à l'échelle nationale : Promouvoir des législations assurant l'accès équitable aux droits pour les personnes déplacées.
- Créer un centre d'accueil itinérant pour les personnes déplacées:
- Créer un guide digital
- Sensibiliser les employés des services publics
- Garantir l'accès au concours de la fonction publique aux immigrants

● Initiatives pour améliorer la coordination des acteurs

Les acteurs publics, étatiques, régionaux ou locaux coexistent avec des associations, des organisations internationales, des universités et des centres de recherches...Une meilleure coordination permet un partage des responsabilités, des ressources et des expertises.

Les municipalités peuvent se saisir de leur rôle central et faciliter la coopération entre les différents acteurs.

Pratiques existantes:

- Créer un secrétariat des droits de l'homme pour coordonner les politiques municipales à visée sociale

- Mettre en relation des acteurs travaillant sur l'intégration des réfugiés
- Mobiliser les partenaires étatiques et associatifs

- **Initiatives pour améliorer l'accès au logement**

Avoir un logement stable permet l'émancipation des personnes déplacées. Malheureusement le marché de l'immobilier est inabordable dans beaucoup de métropoles. Le soutien de la municipalité est donc crucial pour un accueil durable et la lutte contre l'habitat indigne.

En plus des refuges, qui permettent d'éviter les situations de rue même temporairement, l'accès au logement s'inscrit souvent dans des politiques d'intégration transversales, avec un accès à la santé, à l'emploi et une assistance sociale.

Pratiques existantes:

- Logements sociaux dédiés aux sans-abris:
- Permettre un accès immédiat à un logement subventionné
- Mettre en place de l'intermédiation locative
- Des baux individuels dans des colocations ou des places dans un centre d'accueil pour les demandeurs d'asile

- **Initiatives pour améliorer l'accès à la culture**

L'intégration par la culture peut être interprétée de plusieurs manières. Elle peut passer par des pratiques artistiques tout aussi bien que par la reconnaissance, la valorisation et l'échange entre les différentes cultures d'origines et locales.

Même si l'accès à la culture peut sembler secondaire car il ne répond pas aux urgences matérielles liées aux situations de grande vulnérabilité, il est en réalité essentiel aux questions d'accueil, d'épanouissement et de santé mentale.

Pratiques existantes:

- Créer un centre social interculturel

- **Initiatives pour améliorer la participation politique**

L'élaboration de politiques pour l'accueil des mobilités ne peut se faire uniquement de manière descendante. Afin de proposer des solutions durables

aux personnes déplacées, les municipalités peuvent encourager la participation politique et être à l'écoute des besoins qui leurs sont transmis.

Pratiques existantes:

- Mettre en place des conseils consultatifs pour chaque groupe
- Signer la motion "ville hospitalière"

- **Initiatives pour améliorer l'accès à l'éducation**

L'école permet aux enfants de s'intégrer avec leurs pairs. Pour les parents, c'est un réseau de soutien local qui s'ouvre à eux. De plus, l'apprentissage de la langue peut pallier certaines difficultés d'accès aux services publics.

Un accès à l'éducation peut également permettre aux immigrants de valoriser leurs diplômes d'origine, et de s'intégrer de manière fluide sur le marché du travail.

Pour garantir un véritable accès à l'éducation, un soutien et une attention particulière doivent être apportés aux familles vulnérables, afin de lutter contre les inégalités scolaires et promouvoir l'égalité des chances.

Pratiques existantes

- Proposer des cours de langue gratuits

Ces initiatives et recommandations visent à renforcer les capacités des villes à répondre aux défis contemporains de l'urbanisation inclusive et durable, en garantissant l'accès aux droits, en améliorant la coordination des acteurs et en facilitant l'accès au logement, à la culture, à la participation politique et à l'éducation pour tous.

ENSEIGNEMENTS

Ce travail nous a permis de tirer plusieurs enseignements généraux susceptibles d'inspirer l'évolution des pratiques professionnelles et la fabrication urbaine dans le contexte de l'accueil et de l'intégration des personnes déplacées.

- Les municipalités sont incitées à redéfinir leur rôle en tant que facilitateurs des politiques publiques, soutenant les programmes étatiques et associatifs pour une mise en œuvre locale efficace des initiatives nationales et régionales.

- La création de conseils consultatifs pour divers groupes sociaux favorise une participation citoyenne active, renforçant ainsi une gouvernance locale plus démocratique.
- Le partage de bonnes pratiques entre villes, via des réseaux transversaux, permet d'adopter des solutions innovantes adaptées aux contextes locaux.
- La collaboration avec la société civile et les ONG est cruciale pour combler les lacunes des politiques publiques en fournissant des services aux résidents, quel que soit leur statut.
- Une approche inclusive et collaborative dans le développement urbain, axée sur la coopération et le partage des ressources, peut mener à des solutions enracinées dans la réalité locale.

En adoptant ces principes, nous pouvons envisager d'améliorer l'accueil et l'intégration des personnes déplacées, contribuant ainsi à des villes plus inclusives, démocratiques et résilientes, dans nos carrières futures.



Rencontre avec l'Observatoire des Migrations et les chercheurs de Missão Paz à São Paulo



Participation au Conseil Municipal des Migrants de São Paulo



Rencontre avec l'Association Infinite Solidarity a Alksaray, Istanbul

POUR EN SAVOIR PLUS

Canato, Pamela, et Renata Bichir. « Intersetorialidade e redes sociais: a implementação de projetos para população em situação de rua em São Paulo ». *Revista de Administração Pública*, vol. 55, septembre 2021, p. 995-1006. SciELO, <https://doi.org/10.1590/0034-761220200688>.

Jacquemot, Armelle. « « Dieu n'abandonne personne »: Les ressources religieuses en migration : une approche ethnographique (São Paulo, Brésil) ». *Parcours anthropologiques*, n° 16, janvier 2021, p. 86-116. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.4000/pa.1570>.

Didem Daniş, « Étude des migrations internationales en Turquie : interactions triangulaires entre les faits, la politique et la recherche », *Anatoli*, 9, 2018, 143-153.

Mustafa Mutluer, « Les migrations irrégulières en Turquie », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 19 - n°3, 2003, 151-172

L'exercice du projet collectif : un dispositif pédagogique original

Grâce à ce module original, les étudiants sont mis en situation de travail sur une problématique réelle posée par une organisation publique, privée ou associative. Pour tous les Masters de l'École urbaine, l'organisation et le pilotage sont identiques : le projet est suivi conjointement par la direction de l'École urbaine et les partenaires, à toutes les phases du projet ; un encadrement méthodologique régulier est assuré par un tuteur professionnel ou académique spécialiste de la question. Les projets collectifs permettent aux partenaires de mettre à profit les acquis de recherche et de formation développés au sein de l'École urbaine, de bénéficier d'une production d'études et de travaux de qualité, et de disposer d'une capacité d'innovation.

Les projets collectifs se prêtent particulièrement à des démarches d'étude, de diagnostic, de prospective, d'analyse comparée, voire de préparation à l'évaluation, et plus généralement à toute problématique pouvant éclairer l'organisation concernée dans une logique de « R&D ». Chaque projet mobilise un groupe d'étudiants de première année d'un des Masters de l'École urbaine. Les étudiants travaillent entre 1,5 jours et 2 jours par semaine sur des plages horaires exclusivement dédiées, pendant une durée de 6 à 9 mois (selon les Masters concernés). En formation continue, les projets collectifs concernent l'Executive master « Gouvernance territoriale et développement urbain » et mobilisent des professionnels pendant une durée de 4 mois.